

LE PROJET DE LA SANTÉ DU PARTI DE
LA DIVERSITÉ RÉPUBLICAINE DE
GUINÉE (DRG)
La réussite à tout prix



JUSTICE - INTÉGRITÉ - PROGRÈS

TABLES DES MATIERES

1. INTRODUCTION.....	3,4
2. DIAGNOSTICS.....	4,5,6,7,8
3. RÉFORMES.....	9,10,11
4. STRATÉGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES.....	11

Introduction :

La République de Guinée est située en Afrique de l'ouest, elle a superficie totale de 245 857 km². Elle comprend huit régions administratives qui sont : Conakry, Kindia, Boké, Mamou, Faranah, Labé, Kankan, et N'Nzérékoré.

Dans le domaine de l'offre de soins globale du pays, il existe 1 383 structures publiques toutes catégories confondues, réparties comme suit : 925 postes de santé, 410 centres de santé, 5 centres de santé améliorés, 33 centres médicaux communaux et hôpitaux préfectoraux, 7 hôpitaux régionaux et 3 hôpitaux nationaux.

La santé est la deuxième priorité du parti de la Diversité Républicaine de Guinée (DRG). En Guinée, la Santé est une question d'une importance capitale. En effet, sans un système de santé fiable et performant, il sera très difficile pour une nation d'atteindre le développement escompté, et donc à sa population d'accéder à un mieux-être, à plus forte raison d'avoir une espérance de vie plus élevée.

La crise de la pandémie du covid-19 (coronavirus) de 2020, a montré à la face de la population l'inexistence du système de santé performant, adéquat dans notre pays la République de Guinée. Ce virus du covid-19, qui a ébranlé l'humanité, qui a effondré nos sociétés et qui a mis les plus grands et performants système santé au monde dans l'incapacité de le vaincre et préserver des vies humaines ; nous pousse aujourd'hui à une profonde réflexion sur notre système de santé et une prise de conscience urgente de la part des autorités publics de la nécessité de doter la Guinée d'un système de santé performant et adéquat.

À l'image des pandémies précédentes, telles que la grippe espagnole de 1918 qui a ébranlé les États Unis d'Amérique, et la peste noire qui a dévasté l'Europe de 1348 à 1352, c'est-à-dire au XIV siècle ; dont les effets dévastateurs ont poussé ces nations et continents à investir massivement dans la recherche médicale, la formation du personnel de santé et la mise en place d'un système de santé performant et adéquat. Notre parti, la Diversité Républicaine de Guinée, compte

s'appuyer sur cet amère expérience de cette pandémie du covid-19 pour faire la santé son cheval de bataille pour sauvegarder les vies des Guinéens.

Il est donc impératif, urgent que notre parti, la Diversité Républicaine de Guinée (DRG) prenne à bras le corps le système de santé Guinéen pour renforcer, améliorer les services qui répondent aux normes médicales, et complètement changer les services qui ne répondent pas aux minimums de critères d'un hôpital tout en créant les services inexistantes. Pour cela, la DRG mettra en place un cadre stratégique qui refléterait une vision clairement, établie, qui fixerait des caps bien définis et exprimant une volonté de résultats concrets.

Sur ce point, l'un des aspects déterminant pour nous est l'instauration d'un système clair, transparent et efficient par une gouvernance responsable.

Diagnostics :

Sur le nombre total d'infrastructures publiques, 51% se trouvent dans un état physique et de fonctionnalité non appropriés par rapport aux standards définis (258 postes de santé, 201 Centres de santé, 12 hôpitaux préfectoraux, 5 centres de santé communaux, 4 hôpitaux régionaux et 2 hôpitaux nationaux (source PNDS).

Selon l'Enquête MICS 2016, le ratio de la mortalité maternelle est de 550 pour 100 000 naissances vivantes, le taux de mortalité néo-natale de 20‰, le taux de mortalité infanto juvénile de 88‰ et le taux de mortalité infantile de 44‰.

Le niveau de ces indicateurs de santé maternelle, infantile et infanto juvénile reste encore très élevé par rapport aux pays à économie similaire.

Sur le plan épidémiologique, les principales causes de morbi-mortalité sont liées aux maladies transmissibles dont les maladies à potentiel épidémique, les maladies évitables par la vaccination.

Les maladies non transmissibles liées aux modes de vie prennent de plus en plus d'importance.

La prévalence du paludisme reste encore élevée avec une prévalence de la parasitémie à 44% chez les enfants. Cette pathologie représente 40,82% des consultations et 45,30% des hospitalisations dans les formations sanitaires publiques et 36% des causes de décès hospitaliers sont dues au paludisme grave. C'est la première cause de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

Le VIH/SIDA demeure un problème de santé publique avec une prévalence stable de 1,7% en 2012.

En 2011, le VIH/SIDA représentait 9% des consultations.

L'épidémie de VIH/SIDA est de type « généralisée ».

La prévalence de la Tuberculose, de 178 TPM+ pour 100.000 habitants, reste encore élevée avec sa double charge de coïnfection avec le VIH/SIDA.

En 2011, 7% des décès hospitaliers sont dus au diabète sucré et 7% à l'hypertension artérielle.

Face à ces indicateurs encore préoccupants, le Ministère de la Santé avec l'appui de ces partenaires technique et financiers, a élaboré un plan National de développement sanitaire PNDS couvrant la période 2015-2024.

La politique nationale de santé telle que définie dans le PNDS reste satisfaisante en théorie. Il est en proie à de graves dysfonctionnements qui compromettent son efficacité.

- Mauvaise répartition et gestion calamiteuse des ressources financières et humaines
- Quasi absences de protocoles nominatifs dans les pratiques médicales
- Quasi absence du contrôle de la qualité des soins fournis aux patients
- Politisation à outrance du secteur
- Insuffisance du plateau technique (équipements) à tous les niveaux de la pyramide sanitaire
- Insuffisance des infrastructures
- Anarchie et absence totale de contrôle dans l'installation et le fonctionnement des structures sanitaires privées
- Quasi absence d'une politique d'urgence
- Insuffisance de ressources financières et manque de dynamisme dans la mobilisation des partenaires financiers internationaux,
- Faible mobilisation des ressources humaines Guinéennes de la diaspora
- Prolifération des faux médicaments

Le dysfonctionnement chronique de l'organisation du système de santé.

- I. Les ressources affectées à la santé sont souvent insuffisantes, mal gérées, mal réparties et aussi mal coordonnées.

- II. Le manque criard de personnel de santé bien formé et mieux outillé (en termes de matériel médical de pointe et en termes d'accès aux produits pharmaceutiques nécessaires à l'exercice de leurs fonctions)
- III. La recherche, c'est en ayant un personnel de santé capable d'innover que notre pays la Guinée pourrait développer un système de santé performant dont l'efficacité et les progrès pourraient être mesurés.

Pour la Diversité Républicaine de Guinée (DRG), la Solution pour y remédier à tous ces handicaps, doit passer par une volonté politique affirmée d'instaurer de règles de gestion rigoureuses. Avec cette volonté politique, la DRG parviendra à mettre en place un système de santé efficient et répondant aux attentes de la population.

Notre parti, la Diversité Républicaine de Guinée (DRG), est né d'une déception citoyenne sur la situation chaotique du pays notamment son système éducatif et sanitaire. Nous avons alors fait nos propres enquêtes de terrain afin de toucher du bout du doigt les vraies réalités de notre système de santé parce que le bien-être de la personne humaine est au cœur de notre projet de société. Ci-dessous, nous relatons les handicaps majeurs de nos deux CHU en l'occurrence l'hôpital Ignace Deen sis dans la commune de Kaloum et l'hôpital Donka sis dans la commune de Dixin.

En nous référents sur notre propre enquête, nous pouvons affirmer que la République de Guinée ne possède pas de CHU digne de nom qui regroupe en son sein tous les services obligatoires, nécessaires pour son bon fonctionnement. Un centre hospitalier universitaire (CHU) est un hôpital lié à une université. Cet hôpital est soit un service de l'université, soit une entité distincte liée à cette dernière par une convention. Le CHU peut ainsi permettre la formation théorique et pratique des futurs professionnels médicaux, personnel paramédicaux et chercheurs en sciences de la santé. Malheureusement, ce n'est pas le cas de nos deux CHU.

Les services dont manquent l'hôpital Ignace Deen sont :

- La dermatologie,
- La diabétologie,
- Un centre de maladie infectieuses,

- La néphrologie(reins),
- La Neurochirurgie,
- La cancérologie.

NB : tous ces services existent à l'hôpital Donka.

Les services dont manquent l'hôpital Donka sont :

- La neurologie,
- La rhumatologie,
- La pneumologie.

Le CHU de IGNACE DEEN construit depuis indépendance et qui regroupe dix (10) services de spécialités qui se trouvent à présent dans un état de vétusté et d'insalubrité total. Les appareils à viser paraclinique datant de l'époque soviétique qui ne servent plus à rien et des laboratoires à l'abandon.

Les personnels médicaux mal formés et mal équipés avec une rémunération dérisoire, une condition vie et de travail misérable. Nous détaillons ci-dessous la situation de quatre services sensibles et important pour une Nation.

Service Neurologie :

Ce service possède seulement une capacité de 30 lits d'hospitalisation, qui n'a pas fait l'objet d'extension depuis l'indépendance. Il souffre aussi d'un manque criard de personnels de soins et sous équipés avec un taux de mortalité 30,29% selon une étude effectué par le professeur Amara CISSE et COLL (2009).

Les capacités dont manquent ce service sont :

- Le service ne possède pas d'unité de soin intensif adéquat,
- Le service ne possède pas d'extracteur d'oxygène,
- Le service ne possède pas d'unité de personnel de kiné,
- Le service ne possède pas d'imagerie (scanner),
- Les toilettes dans un état inutilisable,
- Les étudiants diplômés appelés DES reçoivent aucune rémunération

Service de Cardiologie :

Ce service enregistre le plus grand nombre de décès à l'hôpital IGNACE DEEN avec un taux de décès de 35,04%. Ce service sensible et important souffre aussi d'un manque significatif de personnels de soins et sous équipés.

La capacité d'hospitalisation est insuffisante par rapport à la demande.

Les capacités dont manquent ce service sont :

- -ECHOGRAPHIE
- -DEFIBRILATEUR
- -SALLE DE REANIMATION
- -D'EXTRACTEUR D'OXYGENE
- Les toilettes dans un état piteux.

Service de Pédiatrie :

C'est le service le plus abandonné à l'hôpital Ignace Deen, Il souffre aussi d'un manque criard de personnels de soins et sous équipés avec un taux de mortalité infantile estimé à 7,78%.

C'est un service qui ne possède ni une unité de réanimation, ni une unité de soins intensifs.

Bref, c'est un service à l'abandon total car il manque de tout.

Service de Maternité :

Ce service est l'un des services le plus sensible d'un CHU ou d'une nation ; mais, malheureusement nos dirigeants n'y accordent aucune importance. La césarienne dont la gratuité a été décrété par les autorités n'est jamais respecté. Il faut mettre la main à la poche sinon vous risquez de mettre la vie de la femme et du bébé en danger.

Le manque de personnel qualifié est un autre problème dans ce service ; avec un manque total de couveuse pour des bébés prématuré.

Dans ce service on constate des vols de bébés dû à une insécurité dans le service.

Réformes :

- Créer l'agence nationale de gestion de la médecine hospitalière
- Créer l'agence nationale de la santé primaire
- Créer l'agence de contrôle de la qualité des pratiques de santé
- Augmenter les dotations budgétaires allouées au secteur de la santé
- Renforcer le plateau technique des formations sanitaires
- Combler le déficit en infrastructures
- Renforcer et diversifier la formation des ressources humaines
- Développer le dispositif de la médecine d'urgence : Création de service d'assistance médicale d'urgence (SAMU) Adulte – Pédiatrique : préfectures, régions
- Prendre des mesures incitatives (administratives, fiscales.) pour favoriser la mobilisation des guinéens de la diaspora
- Prendre des mesures incitatives (financières, fiscales) pour favoriser l'implémentation par le secteur privé de centres de diagnostic (laboratoire biomédical, imagerie médicale)
- Mettre en place dans le cadre du partenariat public privé : un laboratoire national de recherche de grande renommée en pharmacie pour capitaliser les

atouts nationaux de la pharmacopée, un centre hospitalo-universitaire de référence sous régionale voire internationale

- Revoir le cadre réglementaire de la distribution des médicaments
- Assurer le contrôle efficace des médicaments commercialisés
- Combattre plus efficacement la distribution des faux médicaments
- Mettre en place de manière effective un dispositif d'assurance maladie permettant l'accès aux soins à tous les guinéens
- Mettre en place une stratégie de développement de partenariats et de mobilisation de ressources financières
- Maintenir la gratuité des soins de santé (paludisme, VIH SIDA, tuberculose, césariennes), des enfants de 0 – 5ans

AGENCE NATIONALE DE LA MEDECINE HOSPITALIERE

MISSIONS

- Planifier, coordonner et contrôler la mise en œuvre des politiques et programmes
- Définir les normes et protocoles
- Orienter et suivre la gestion des ressources humaines et financières
- Définir les profils du recrutement
- Gérer la mutation du personnel
- Gérer la formation continue
- Orienter et suivre la gestion des ressources financières

COMPOSITION

- Représentants du ministère de la santé
- Représentants du personnel élus par leurs pairs
- Représentants du personnel exerçant dans le secteur public
- Représentants du personnel exerçant dans le secteur privé
- Représentants de l'Agence e contrôle qualité des pratiques de la santé

AGENCE NATIONALE DE GESTION DE LA SANTE PRIMAIRE

- Planifier, coordonner et contrôler la mise en œuvre des politiques et programmes
- Définir les normes et protocoles
- Orienter et suivre la gestion des ressources humaines et financières
- Définir les profils du recrutement
- Gérer la mutation du personnel
- Gérer la formation continue
- Orienter et suivre la gestion des ressources financières

COMPOSITION

- Représentants du ministère de la santé
- Représentants du personnel élus par leurs pairs
- Représentants du personnel exerçant dans le secteur public
- Représentants du personnel exerçant dans le secteur privé
- Représentants de l'Agence e contrôle qualité des pratiques de la santé

AGENCE NATIONALE DE CONTROLE QUALITE DES PRATIQUES DE LA SANTE

MISSION :

- Évaluer les pratiques de santé par rapport aux normes et standards établis
- Délivrer les accréditations et certifications pour l'exercice de la profession

Composition :

- Spécialistes de la qualité (qualiticiens) recrutés sur proposition des agences nationales
- Les membres de l'agence ne peuvent exercer aucune fonction médicale en Guinée.

Les moyens de mobilisations des ressources sont naturellement à l'aide des partenaires techniques et financiers internationaux.

1. Les Nations Unies ;

2. Les bailleurs de fonds : UE, BAD, BID, Banque Asiatique ;
3. La Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) ;
4. La Banque Mondiale (BM) ;
5. Le Fonds Monétaire international (FMI).